Trois propositions pour limiter les délocalisations

Thierry Brugvin (conseil scientifique d'Attac)

Voici trois propositions visant à limiter les délocalisations sans créer du protectionnisme déguisé et afin de permettre une mise en oeuvre de normes sociales en Europe :

1. un socle social élevé, mais sans imposer sa mise en œuvre ;
2. un système de préférence généralisé fortement incitatif au plan européen ou international ;
3. la résolution Howitt : un code de conduite ciblé sur les entreprises transnationales européenne opérant avec les pays à bas salaires

Nous verrons que la première aurait été un minimum à inscrire dans le traité constitutionnel européen. La seconde semble la meilleure. La troisième est un compromis relativement peu ambitieux, mais qui a le mérite d'avoir été voté par le parlement européen. Rappelons en préambule que les délocalisations sont néanmoins une bonne chose pour les pays à bas salaire, elles redistribuent en partie le travail et donc les richesses. Pour que les délocalisations leurs profitent vraiment ils ont intérêt à ce que les normes fondamentales du travail soient respectées. De plus cela permet aux salariés des pays les plus riches de limiter en partie l'intérêt des délocalisations.

1- un socle social élevé, mais sans imposer sa mise en œuvre

Le minimum qui aurait du être fait dans la constitution européenne aurait été de proposer des normes sociales représentant le plus grand dénominateur commun de l'ensemble de l'Europe. Ainsi un objectif élevé aurait été fixé. Ensuite il pouvait être simplement proposé que les pays européens les mettent en oeuvre à leur rythme. Ainsi es pays à bas salaire qui ne souhaitent pas faire perdre leur avantage comparatif à travers de faible normes sociales pouvaient restés compétitifs. C'est la stratégie qui à été choisi par l'OIT depuis sa création.

2- un système de préférence généralisé fortement incitatif au plan européen ou international

Le système de préférence généralisé mis en oeuvre aux Etats-Unis avant les années 90 (Harvey 1995 : 74) repose sur une incitation économique forte. A la différence des codes de conduite, des labels, et de la certification, qui s'appuie simplement sur une incitation relativement faible par les seuls acteurs privés : acheteurs, donneurs d'ordre, mais surtout les consommateurs. De plus le système de préférence généralisé des Etats-Unis évite les risques de protectionnisme déguisé, à l'inverse des dispositifs de clauses sociales. En effet les entreprises des pays à bas salaires n'appliquant pas les normes fondamentales du travail publiques, ne sont pas plus taxées que celles des pays les plus industrialisés, mais perdent simplement l'avantage liés à des taxes réduites pour respect des normes fondamentales du travail publiques. Ainsi la mise en oeuvre d'un système de préférence généralisé fortement incitatif au plan international parait être le dispositif le plus efficace pour mettre en oeuvre les normes fondamentales du travail publiques, plus encore que les codes de conduite et les clauses sociales.

3. la résolution Howitt : un code de conduite cible sur les entreprises transnationales européenne opérant avec les pays à bas salaires

Les codes de conduite (par exemple la résolution Howitt de 1999) peuvent être considérés en quelque sorte comme une clause sociale ciblée. L'intérêt principal de cette résolution si elle était mise en oeuvre consisterait à impliquer les pouvoirs publics européens vis à vis de leurs entreprises opérant dans les pays à bas salaires. A la différence d'une clause sociale, ce dispositif se limite aux entreprises des pays les plus industrialisés, en l'occurrence européennes. Dans la mesure où la mise en oeuvre de cette résolution diminuerait aussi le chiffre d'affaire des entreprises transnationales européennes cela limiterait malgré tout la tentation de protectionnisme de l'UE. Cependant pour que cela ne conduise pas malgré tout à du protectionnisme cela suppose que les entreprises transnationales ne se retirent pas des pays à bas salaires et qu'elles assument les coûts sociaux des codes de conduite chez leurs sous traitants. Sinon les entreprises transnationales des pays à bas salaires pourront toujours exporter, mais les sous traitants qui travaillaient avec les entreprises transnationales des pays les plus industrialisés

n'auront plus d'acheteurs. En conclusion pouvons-nous considérer que cette résolution peut être bénéfique pour la mise en oeuvre des normes fondamentales du travail publiques dans les pays à bas salaires ?

3.1. éléments favorables à la mise en oeuvre des normes fondamentales du travail publiques dans les pays à bas salaires :

- la résolution se centre principalement sur les entreprises européennes qui disposent des capacités financières pour assumer les coûts sociaux des codes de conduite chez leurs sous traitants ;
- la résolution prévoit que la vérification serait financée par les pouvoirs publics : il y a donc indépendance économique du vérificateur ;
- le contenu des codes de conduite est élaboré par une organisations internationales publiques (régulation publique de l'orientation).

3.2. éléments défavorables à la mise en oeuvre des normes fondamentales du travail publiques dans les pays à bas salaires :

- il reste encore certains risques de protectionnisme :
- il n'existe pas de régulation par la sanction ou l'incitation forte mais seulement par l'incitation faible ;
- ce serait préjudiciable pour les salariés si cette résolution s'appliquait dans le futur aux pays d'Europe ou une législation plus complète que celles des codes de conduite était déjà mise en oeuvre ;
- ce serait préjudiciable pour les salariés si cela tendait à remplacer la vérification publique (l'inspection du travail).